

Japon: Hata désigné pour succéder au Premier ministre

J'ai décidé d'accepter la terrifiante responsabilité de conduire la nation.» Deux semaines après la démission du Premier ministre Morihiro Hosokawa, Tsutomu Hata, actuel vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, a été désigné pour lui succéder par les sept partis de la coalition gouvernementale japonaise. Si sa nomination n'est guère une surprise, les discussions des dernières semaines entre les partis de la coalition ont souligné la profondeur des divergences qui les séparent. Sur la question de la hausse de la taxe à la consommation (TVA) à laquelle les sociaux-démocrates, premier parti de la coalition, étaient opposés, comme sur la question de l'attitude à adopter face à la Corée du Nord, les partis se sont mis d'accord sur une série de formules ambiguës qui pourraient déboucher sur de nouvelles disputes. En dix jours, une douzaine d'élus du Parti libéral démocrate (PLD, opposition) ont quitté leur parti et deux nouveaux partis politiques ont été créés. La recombinaison de l'échiquier politique engagé depuis les élections de juillet devrait se poursuivre au cours des prochains mois. Le futur gouvernement Hata qui, comme son prédécesseur, ne devrait disposer que d'une fragile majorité, est, avant tout, un gouvernement de transition. L.L. (Tokyo)

Deux journalistes ivoiriens condamnés pour délit politique

Après la condamnation, jeudi, à trois ans de prison du directeur et d'un journaliste du quotidien d'opposition *La Voie*, Laurent Gbagbo, le secrétaire général du Front populaire ivoirien (FPI), principal parti d'opposition, a dénoncé le caractère politique de ces condamnations, reprenant les propos de la présidente et du procureur du tribunal déclarant à l'audience qu'il s'agissait de juger un « délit politique » et non de presse. Abou Dramane Sangaré, directeur de publication du quotidien et numéro deux du FPI, ainsi que le journaliste Souleymane Senn ont été condamnés à la suite de la publication, le 5 avril, d'un article intitulé « L'équilibre de la terreur ». Cet article estimait que « l'opposition doit être à même de rendre le pays ingouvernable afin que le parti au pouvoir sache qu'il a en face de lui une force qui, si elle ne lui est pas supérieure, lui est au moins égale ». L'organisation française Reporters sans frontières a « vigoureusement » protesté hier « contre la lourdeur et la disproportion des peines » et demandé au chef de l'Etat Henry Konan Bédié « qu'il use de toute son influence pour que les condamnés puissent retrouver leur liberté ». S.Etr.

L'Allemagne unifiée se penche sur sa nouvelle identité nationale

Définir l'identité et le nouveau rôle de l'Allemagne en Europe et dans le monde: c'est la tâche que s'est fixée la Deutsche Nationalstiftung, la nouvelle Fondation nationale allemande, créée mercredi à Weimar, la ville de Schiller et de Goethe dans l'ex-RDA. Depuis l'unification, l'Allemagne se cherche et ses voisins s'impatientent de la voir ainsi tâtonner et hésiter à s'engager dans les missions internationales de maintien ou de rétablissement de la paix. L'ancien chancelier social-démocrate Helmut Schmidt a rassemblé autour de lui tout ce que l'Allemagne compte d'intellectuels et de personnalités politiques pour réfléchir sur les problèmes qui se posent depuis la chute du mur de Berlin. Le président Richard von Weizsäcker et le ministre-président chrétien-démocrate du Land de Saxe (ex-RDA) Kurt Biedenkopf se sont engagés à mener cette réflexion, aux côtés de l'écrivain de l'ancienne RDA, Christa Wolf, du chef d'orchestre, Kurt Mazur, figure de proue de la révolution de l'automne 1989 en RDA, et d'une impressionnante palette de personnalités de l'Ouest et de l'Est. Avec un objectif: ne pas laisser le monopole du débat sur la nation aux partis d'extrême droite et favoriser la collaboration avec la France et le rapprochement avec les voisins de l'Est. Pascale HUGUES (Weimar)

L'HISTOIRE

Picou sous les verrous

Le plus célèbre maître chanteur d'Allemagne a été arrêté vendredi à Berlin, alors qu'il tentait de jouer un dernier tour à la police. Connue sous le surnom d'« Oncle Picou », l'homme, âgé de 44 ans, réclamait depuis juin 1992 une rançon de 1,4 million de marks (4,6 millions de francs) aux magasins Karstadt, sous peine d'attentats. A cinq reprises, le gangster avait d'ailleurs mis ses menaces à exécution en allumant des incendies dans trois établissements Karstadt, faisant deux blessés et de lourds dégâts matériels. Plus que l'argent, le plaisir de tourner la police en bourrique semblait être la véritable motivation de l'« Oncle », qui s'amusa à élaborer de très complexes scénarios de remise de rançon. Bricoleur de génie, il avait par exemple demandé à la police de placer son « dû » dans un wagonnet télécommandé ou bien de l'accrocher avec un aimant à un train de ligne Rostock-Berlin, pour qu'il le récupère à l'endroit choisi en coupant, à distance, l'effet magnétique. Plus rocambolesques que les uies que les autres, une vingtaine de remises de rançon avaient ainsi été organisées, la police ne remettant jamais que de faux billets au farceur, sans réussir à mettre la main sur lui. C'est en organisant un enième rendez-vous avec la police que « Dagobert » (le nom allemand de Picou) aurait été arrêté vendredi, dans une cabine téléphonique de Treptow, à Berlin-Est.

LE CHIFFRE

18 chameaux «shootés», en cure de désintoxication

Dix-huit chameaux d'une caravane de drogue interceptée lundi par les forces de l'ordre iraniennes près de la frontière pakistanaise se sont révélés opiomanes au dernier degré et ont dû suivre une cure de désintoxication. Quelques heures après l'interception de la caravane, qui transportait 1 000 kg d'opium, les policiers ont été intrigués par « le comportement anormal et la grande agitation » des bêtes, selon le quotidien *Kashan*. Les trafiquants mélangaient la drogue à la nourriture ou l'étaient sur le mors des chameaux, afin de les rendre plus dociles.

RWANDA

L'ONU réduit sa mission d'assistance à Kigali

Seuls 270 des 2 500 Casques bleus resteront au Rwanda. La décision provoque un tollé en Afrique.

La Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar) comptait 2 500 soldats avant les tueries des deux dernières semaines —plusieurs dizaines de milliers de morts selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Jeudi soir, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité une résolution n'autorisant le maintien que d'environ 270 militaires. Les représentants de nombreux pays africains et non alignés, favorables à l'une des propositions du secrétaire général de l'ONU qui envisageait un renforcement de la mission, ont dénoncé cette politique « de deux poids deux mesures » pratiquée selon eux par les Occidentaux dans l'ex-Yougoslavie et au Rwanda.

Vendredi, le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, Salim Ahmed Salim, a dénoncé comme « un abandon du peuple rwandais » cette décision qui intervient « alors que des efforts sont faits par l'OUA et les leaders de la région pour assurer un cessez-le-feu ». En effet, le président tanzanien Ali Hassan Mwinyi, qui tente une médiation entre les forces gouvernementales responsables de la plupart des massacres et les rebelles du Front patriotique rwandais,

doit réunir samedi les deux parties dans la ville d'Arusha.

Vendredi, à Nairobi, de nombreux Casques bleus de retour du Rwanda ont exprimé leur mécontentement et affirmé, à l'instar d'un lieutenant bangladais, que les quelques soldats qui resteront n'« auront que le droit de regarder ce qui se passe en essayant de ne pas se faire tuer ». Le directeur de l'ONG britannique Oxfam a qualifié de « scandaleuse » la décision de l'ONU et, citant « un haut responsable de l'ONU sur le terrain », a affirmé que « beaucoup parmi les 5 000 réfugiés du stade de Kigali, l'un des sites placés sous protection de l'ONU, ont menacé de se suicider si celle-ci se retirait ». Pour Médecins sans frontières, qui a réussi avec le CICR à faire parvenir vendredi à Kigali un second convoi de matériel médical et une équipe chirurgicale, le départ des Casques bleus —inefficaces depuis le début des hostilités parce que maintenus dans le carcan d'une mission qui leur interdit d'agir— ne change pour ainsi dire rien au drame rwandais. Si ce n'est, selon MSF, qu'il risque de contribuer à faire sombrer le drame rwandais dans l'oubli. Alain FRILET

PROCHE-ORIENT

La trêve interpalestinienne inquiète Jérusalem

Le Fatah et le Hamas ont signé un accord vendredi pour mettre fin aux violences entre eux.

Jérusalem, de notre correspondant

Le sang palestinien ne peut être divisé... C'est par une proclamation au ton lyrique que les branches armées du Fatah de Yasser Arafat et du mouvement islamiste Hamas ont annoncé vendredi un accord pour la fin des violences interpalestiniennes. Une entente qui inquiète Israël, en proie à une vague d'attentats islamistes: Hamas a encore revendiqué vendredi l'assassinat d'un soldat israélien dont le corps avait été retrouvé la veille à Jérusalem-Est.

Le communiqué signé des Faucons du Fatah et du groupe Ezzidine el-Kassam proclame « l'arrêt immédiat de toute campagne » d'une tendance contre l'autre, et la création d'un « comité de réconciliation nationale et islamique » afin de régler les différends. Les deux organisations ont également décrété une trêve d'un mois dans les meurtres de Palestiniens accusés de servir Israël. « Durant ce délai, les collaborateurs sont appelés à rompre leurs relations avec les services de renseignement de l'ennemi. » Depuis le début de l'année, 36 « collabos » ont été tués, pour la plupart par le Hamas.

Cette proclamation fait suite à l'ouverture d'un dialogue entre les deux tendances dans la bande de Gaza Fin mars, leurs militants s'étaient affrontés à l'arme automatique, faisant 18 blessés. Début avril, ils avaient procédé à

des enlèvements et contre-enlèvements avant de les libérer à l'amiable. Ces incidents avaient relancé la crainte d'affrontements ouverts une fois entré en vigueur l'accord « Gaza-Jéricho » auquel s'oppose le Hamas.

La grande inquiétude des Israéliens est ce que le ministre de l'Environnement Yossi Sarid a qualifié de « partage des rôles », qui permettrait aux islamistes de poursuivre leurs attentats contre Israël. Plusieurs dirigeants de l'Etat hébreu ont déclaré qu'un tel pacte sonnerait le glas de l'accord d'Oslo.

Il n'en est pas question dans le communiqué de vendredi, à portée essentiellement interne aux Palestiniens. Mais la coïncidence avec la vague d'attentats du Hamas en Israël, qui a fait 13 morts en moins de trois semaines, est lourde de menaces pour Jérusalem, qui a procédé à plus de 500 arrestations de militants islamistes en une semaine. D'autant qu'elle affaiblit le gouvernement au moment où il s'apprête à franchir des pas décisifs, tant vis-à-vis des Palestiniens que de la Syrie. Vendredi en tout cas, le gouvernement a reçu le soutien remarqué d'une centaine d'anciens généraux et colonels de l'armée, dont trois anciens chefs du Mossad, qui ont manifesté à Tel-Aviv leur soutien au processus de paix. Des vétérans de toutes les guerres qui proclament haut et fort que la meilleure sécurité pour Israël, c'est la paix. Pierre HASKI

ETATS-UNIS. Roy Stewart, 47 ans, a été exécuté vendredi pour une chaise électrique dans la prison de Starke, en Floride. Il avait été condamné à mort pour le meurtre et le viol d'une septuagénaire en 1979. Roy Stewart est le 1000^e condamné à mort exécuté en Floride et le 233^e pour l'ensemble des Etats-Unis depuis 1976, année où la Cour suprême des Etats-Unis a rétabli la peine capitale.

EGYPTE. Dix étrangers, dont deux Français, ont été condamnés à mort pour trafic de drogue, ont été pendus vendredi au Caire. Il s'agit de quatre Français, deux Bangladais, un Somalien, un Indien, un Tanzanien et un Nyan. Le président Hosni Moubarak avait ratifié cette condamnation.

GRANDE-BRETAGNE. La femme d'un tueur de Gloucester a été condamnée jeudi pour un viol d'adolescente. Une fille de 11 ans a été agressée par un garçon de 17 ans. Son mari, Frederick West, a été inculpé des meurtres de dix femmes dont sa première épouse et une fille. La plupart des cadavres ont été découverts dans son jardin à domicile.

ALLEMAGNE. La justice a condamné vendredi les leaders du parti d'extrême droite dont les membres sont suspectés d'avoir participé à un attentat raciste à Cologne en octobre 1991. Six adolescents ont été inculpés d'un incendie mercredi d'une habitation de Turcs à Bielefeld. Les auteurs de l'incendie ont été inculpés d'incendie criminel et de tentative de meurtre.

INDE. Une grève de la faim dans le nord de l'Inde a été entamée vendredi par des dizaines d'opposants à la construction d'un barrage dans le centre de l'Inde. Ils entendent protester contre le projet qui déplacerait, selon eux, le déplacement de 200 000 personnes et une catastrophe écologique. Selon les partisans du barrage de Narmada, le lac artificiel fournira de l'eau potable, de l'électricité et de l'eau pour l'irrigation des champs, à 4 millions de personnes.

COREE DU SUD. Le Premier ministre Lee Hoi-Chang a été nommé vendredi sa démission. Le président Kim Young-Sam, qui avait nommé à sa place le Premier ministre adjoint Lee Yung-Dul Hoi-Chang, après quatre mois de gouvernement, a donné sa démission, estimant qu'il était responsable d'une polémique déclenchée par une de ses directives, prises en référence au Président. Celle-ci stipulait que les décisions d'un gouvernement spécial, constitué au sein du gouvernement, pour faire face à la crise provoquée par la politique nucléaire de la Corée du Nord, devaient être d'abord approuvées par le Premier ministre.

DANEMARK. Les porteurs du virus du sida seront condamnés en cas de contamination. Le ministre de la Santé a annoncé vendredi le ministre de la Justice. Une loi prévoyant des peines allant jusqu'à quatre ans de prison est à l'étude. La Cour suprême avait rejeté la condamnation d'un homme qui n'avait pas dit à ses 23 partenaires qu'il était porteur du virus du sida. L'une d'entre elles n'a été contaminée.